

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
51, boulevard Saint-Exupéry
CS 50121 – 03403 Yzeure Cedex

Yzeure, le 05/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



GIE LES ENROBES DU BOURBONNAIS

Pont de Chazeuil
03500 ST POURCAIN SUR SIOULE

Références : 20221005-RAP-03-332-VGIEENROBESDUBOURBONNAISParaysousBriailles
Code AIOT : 0016400072

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2022 dans l'établissement GIE LES ENROBES DU BOURBONNAIS implanté Pont de Chazeuil Parcelle ZN 13 03500 ST POURCAIN SUR SIOULE. L'inspection a été annoncée le 07/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIE LES ENROBES DU BOURBONNAIS
- Pont de Chazeuil Parcelle ZN 13 03500 ST POURCAIN SUR SIOULE
- Code AIOT : 0016400072
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le GIE Les Enrobés du Bourbonnais est régulièrement autorisé depuis 1977 sur le territoire des communes de Saint Pourçain sur Sioule et Paray sous Briailles pour l'exploitation d'une centrale d'enrobage d'enrobage au bitume de matériaux routiers à chaud.

L'inspection a permis d'avoir une vue générale du site d'exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Portée de l'autorisation	AP Complémentaire du 10/01/2013, article 1.5.1 et 1.6.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Protection des ressources en eau	AP Complémentaire du 10/01/2013, article 4.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Protection des ressources en eau	AP Complémentaire du 10/01/2013, article 4.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 10/01/2013, article 7.5.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Protection des ressources en eau	AP Complémentaire du 10/01/2013, article 4.3.4	/	Sans objet
5	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 10/01/2013, article 7.2.1	/	Sans objet
7	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.12.1	/	Sans objet
8	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.2	/	Sans objet
9	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.4	/	Sans objet
10	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	/	Sans objet
13	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/01/2013, article 7.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site d'exploitation se trouve dans un environnement relativement isolé, et même si la dernière mesure de bruit en période nocturne a mis en évidence une émergence supérieure à la limite autorisée dans une zone à émergence réglementée, aucune plainte n'a été enregistrée à ce jour à l'encontre de cette exploitation. Ce point devra cependant faire l'objet d'une attention particulière et un nouveau contrôle devra notamment être réalisé.

Concernant la situation administrative de l'établissement, il convient de rappeler que s'agissant d'un établissement relevant du régime de l'autorisation, toute modification notable apportée aux activités, installations, à leurs modalités d'exploitation doit être portée à la connaissance de la préfète conformément aux dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Portée de l'autorisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2013, article 1.5.1 et 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Périmètre et modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1.5.1 L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes. Toute modification apportée au voisinage des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R 512-33 du code de l'environnement. Article 1.6.1 Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : La visite des installations a montré que l'emprise des installations n'est pas clairement définie et s'étend au delà des seules parcelles cadastrées ZN14 de la commune de Saint Pourçain sur Sioule et ZB10 de la commune de Paray sous Briailles visées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. La modification des trémies de stockage avec nouvelle tour de stockage des enrobés n'a pas fait l'objet d'un porter à connaissance à la préfète de l'Allier. En outre une déclaration a été faite en ligne en janvier 2021 pour les rubriques 2515 et 2517 sur la parcelle voisine cadastrée ZN13 de la commune de Saint Pourçain sur Sioule alors que la modification apportée aux installations déjà en activité sur le site aurait dû faire l'objet d'un porter à connaissance. => NON CONFORMITE : une mise à jour est attendue
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2013, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. ...
Constats : Suite aux dernières modifications apportées au site le plan des réseaux n'a pas été mis à jour. => NON CONFORMITE
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2013, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des ouvrages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ... L'aire de dépotage associée au parc à liants et au stockage de fuel dispose d'une vanne à commande manuelle qui permet de l'isoler du reste du réseau lors des opérations de dépotage. Ainsi en cas de fuite lors d'un dépotage, la condamnation de la zone n'est levée qu'une fois la zone entièrement nettoyée. Cette vanne de sécurité à commande manuelle est présente en amont du séparateur d'hydrocarbures pour confiner toute pollution accidentelle ayant lieu sur le site permet de retenir une éventuelle pollution que le séparateur d'hydrocarbures ne serait pas en mesure de traiter.. Le fonctionnement de cette vanne est consigné par écrit. Des essais périodiques de cette vanne sont consignés par écrit sur un registre.
Constats : Lors de l'inspection la vanne a été manipulée mais aucun registre ne permet de justifier la réalisation d'essais périodiques. => NON CONFORMITE
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2013, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ... Les séparateurs d'hydrocarbures sont régulièrement entretenus (vidangés, nettoyés, etc...), ces opérations sont consignées dans un registre maintenu disponible pour l'inspection des installations classées.
Constats : La dernière vidange des séparateurs a été effectuée le 29 octobre 2020. OBSERVATION => fournir le bordereau d'évacuation de déchets
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2013, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès et circulation dans l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ... L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. ...
Constats : Le site est en majeure partie clôturé, la partie en bord de la rivière Allier comporte un talus végétalisé. => OBSERVATION : veiller au maintien de l'intégrité de la clôture efficace du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2013, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : 1. par le plan d'eau situé à l'entrée du site. - Ce point d'eau doit être équipé d'une plate-forme d'utilisation d'une superficie minimum de 32m ² (8x4) afin d'assurer la mise en œuvre aisée des engins des sapeurs-pompiers et la manipulation du matériel. L'accès à cette plate-forme doit être assurée par une voie engin d'une largeur minimum de 3 mètres stationnement exclu. - Ce point d'eau doit être accessible en toute circonstance, clôturé et muni d'un portillon d'accès. - Il doit être signalé et entretenu périodiquement. - La hauteur d'aspiration d'eau être inférieure à 6 mètres. - Le volume d'eau contenu dans cette réserve doit être constant en toute saison. - L'exploitant doit mettre en place sans délai un système d'aspiration normalisé équipé d'une crépine permettant d'aspirer lorsque la surface du plan d'eau est gelé. 2. Des extincteurs portatifs en nombre et en qualité adaptés aux risques, qui doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits divers, 3. des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles. ... Constats : L'accès au plan d'eau n'est pas correctement entretenu, la végétation s'étend sur le chemin d'accès et dissimule notamment le panneau d'indication à l'entrée de ce chemin. Le système d'alimentation normalisé équipé d'une crépine n'a pas été mis en place. => NON CONFORMITE
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.12.I
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques et maintenance des équipements.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Règles générales L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : La vérification des équipements a été effectuée le 5 juillet 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère dépassent au moins l'un des seuils ci-dessous, l'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 6.6 du présent arrêté, le prélèvement et la mesure pour le paramètre concerné conformément aux dispositions ci-après. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement. ...
Constats : Le contrôle des rejets atmosphériques effectué par Bureau Véritas le 14 octobre 2021 n'a relevé aucun dépassement de VLE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions dans l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures. ...
Constats : Le dernier contrôle des rejets a été effectué le 7 décembre 2021 par Eurofins. Les résultats d'analyses montrent des résultats conformes en sortie de l'aire de dépotage mais une valeur de MES trop élevée en sortie de parking (valeur 416 mg/l) => OBSERVATION : le bon fonctionnement du débourbeur est à vérifier (nettoyage ?) et à faire valider par un nouveau contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. ... Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes : - les premières mesures sont réalisées au cours des six premiers mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation ; - puis, la fréquence des mesures est annuelle ; - si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ; - si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent. ...
Constats : Le dernier contrôle a été effectué le 13 juin 2019 pour la période de fonctionnement diurne, et du 10 au 11 septembre 2020 pour la période nocturne. Le résultat de la campagne de mesures en période nocturne a mis en évidence un dépassement (émergence de 6 dB) en ZER. OBSERVATION => un nouveau contrôle est à prévoir pour confirmer ou non cette valeur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'établissement dispose de 3 appareils à pression mais n'a pas établi la liste prévue par la réglementation. => NON CONFORMITE
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : Un équipement a été inspecté lors de la visite, il s'agit d'un réservoir d'air de marque CORDIVARI (volume 491 litres, numéro de fabrication P146965) fabriqué en 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2013, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Les installations électriques ont été contrôlées par Bureau Veritas le 27 juillet 2021 : 16 non conformités ont été relevées et Bureau Veritas a établi un rapport de mise en conformité le 19 mai 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet